

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	22-12-2009	2009-11215
ENREGISTREMENT	24-12-2009	96640
ARRÊTÉ ROYAL	<input type="text"/>	
MONITEUR BELGE	<input type="text"/>	

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 SEXIES

Séance du mardi 15 décembre 2009

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE
DE TRAVAIL N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001 INSTAURANT UN
SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIÈRE
ET DE RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 SEXIES DU 15 DÉCEMBRE 2009
MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 BIS
DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE
RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS**

**Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail
et les commissions paritaires ;**

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales ;

Vu la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps ;

Vu la demande d'avis de la ministre de l'Emploi du 27 novembre 2008 ;

Vu l'avis n° 1.689 que le Conseil national du Travail a émis à ce sujet le 20 mai 2009 ;

Considérant que, dans l'optique d'une réintégration des malades de longue durée sur le marché du travail, les parties signataires souhaitent donner accès au système de la diminution de carrière aux travailleurs qui ont été longtemps malades, dans la mesure où l'organisation du travail le permet, ainsi qu'aux travailleurs qui se trouvent dans un système de reprise progressive du travail ;

Considérant qu'il convient d'adapter la convention collective de travail n° 77 bis à cette fin ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique

cet. n° 77 sexies

- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 15 décembre 2009, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1^{er}

L'article 11, § 2, 3^o de la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps est complété comme suit :

"Ne sont pas non plus prises en compte pour le calcul des 12 mois visés respectivement aux articles 3, 7, 2^o et 10, § 1^{er}, au cas où les périodes de suspension du contrat de travail prévues à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail dépassent la durée visée à l'article 11, § 2, 3^o, 1^{er} et 2^e alinéas :

- les périodes de suspension du contrat de travail prévues à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, qui ne sont pas couvertes par le salaire garanti, dans la mesure où l'employeur n'a pas émis d'objections écrites pour des raisons liées aux besoins organisationnels dans le mois qui suit la demande visée à l'article 12 ;
- les périodes de reprise progressive du travail dans le cadre de l'article 100, § 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, ainsi que les périodes de suspension du contrat de travail prévues à l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail qui les précèdent, qui ne sont pas couvertes par le salaire garanti."

Article 2

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Bruxelles, le quinze décembre deux mille neuf.

x x x

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

MODIFICATION DU COMMENTAIRE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
N° 77 BIS DU 19 DÉCEMBRE 2001 REMPLAÇANT LA CONVENTION
COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 77 DU 14 FÉVRIER 2001
INSTAURANT UN SYSTÈME DE CRÉDIT-TEMPS,
DE DIMINUTION DE CARRIÈRE ET DE
RÉDUCTION DES PRESTATIONS
DE TRAVAIL À MI-TEMPS

Le 15 décembre 2009, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au Conseil national du Travail ont conclu la convention collective de travail n° 77 sexies modifiant la convention collective de travail n° 77 bis du 19 décembre 2001 remplaçant la convention collective de travail n° 77 du 14 février 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs ont jugé utile de modifier comme suit le commentaire de ladite convention collective de travail.

En ce qui concerne l'article 11

Le commentaire de l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

"Le paragraphe 1^{er} de la présente disposition règle pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1^{er}, les périodes de suspension du contrat de travail qui sont assimilées à une occupation au travail et donc comptabilisées dans ce calcul.

Le paragraphe 2, 1^{er}, 2° et 3° alinéas de la présente disposition règle également pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, 7, 2° et 10, § 1^{er}, les périodes de suspension qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul. En d'autres termes, ces périodes de suspension ou de réduction des prestations de travail prolongent d'autant celle qui est considérée pour déterminer si le travailleur a droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visés respectivement aux articles 3, 6 et 9. Il en va de même pour les travailleurs qui, après une période de maladie de longue durée ou après une reprise progressive du travail, souhaitent passer à un système de crédit-temps ou de diminution de carrière.

cet. n° 77 sexies

Ces périodes sont :

- les périodes pendant lesquelles le travailleur a exercé :
 - le droit au congé pour soins palliatifs ;
 - le droit au congé pour assister ou donner des soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade ;
 - le droit au congé parental ;
- les périodes de suspension du contrat de travail en raison de congé sans solde, de grève et de lock-out ;
- les périodes qui correspondent aux périodes de suspension prévues par l'article 31 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (maladie et accident) mais à concurrence de 5 mois non couverts par le salaire garanti.

Cette période est prolongée de 6 mois en cas d'incapacité de travail complète temporaire en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

Au cas où le travailleur est absent pour maladie pendant plus de 6 mois, la période prévue audit article 31 de la loi relative aux contrats de travail est complètement neutralisée dans la mesure où l'employeur n'a pas émis d'objections écrites pour des raisons liées aux besoins organisationnels dans le mois qui suit la demande du crédit-temps ou de la diminution de carrière visés aux articles 3, 6 et 9.

La période de reprise progressive du travail dans le cadre de l'article 100, § 2 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, ainsi que la période de maladie qui la précède, sont également complètement neutralisées.

Dans l'optique d'une réintégration des malades de longue durée sur le marché du travail, la possibilité est ainsi offerte aux travailleurs qui sont malades pendant plus de 6 mois de reprendre partiellement le travail, dans la mesure où l'organisation du travail le permet.

En outre, la possibilité est donnée aux travailleurs qui se trouvent déjà dans un système de reprise progressive du travail de poursuivre leur régime de travail à temps partiel dans le cadre d'un système de crédit-temps ou de diminution de carrière.

La volonté est de ne pas pénaliser les personnes qui ont repris progressivement le travail à temps partiel après une maladie grave telle qu'un cancer.

Le paragraphe 2, 4^e alinéa de la présente disposition règle, pour le calcul de la condition d'occupation de 12 mois visée aux articles 3, § 1^{er}, 2^o, 7, 2^o et 10, § 1^{er}, les périodes de crédit-temps à temps plein ou de diminution de carrière à mi-temps qui sont neutralisées et dont il n'est dès lors pas tenu compte dans ce calcul.

Comme ces périodes sont neutralisées, les travailleurs ayant pris un crédit-temps à temps plein ou à mi-temps, qu'ils soient âgés de plus ou de moins de 50 ans, peuvent passer à une diminution de carrière à mi-temps ou de 1/5, en accord avec leur employeur.

Le paragraphe 3 de la présente disposition concerne les demandes de prolongation de l'exercice de l'un des droits visés par la présente convention et la question de savoir quand le travailleur doit satisfaire à la condition d'occupation exigée. Dans le cas d'une période neutralisée, le travailleur concerné doit satisfaire aux conditions s'appliquant au système concerné au moment de la demande initiale de la première des périodes successives de crédit-temps ou de diminution de la carrière.

Il est ainsi prévu que lorsque le travailleur exerce le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps visé respectivement aux articles 3, 6 et 9, et qu'il souhaite prolonger cet exercice ou passer à un autre système de crédit-temps, de diminution de carrière ou de prestations de travail à mi-temps, le moment où il est vérifié s'il réunit les conditions requises est celui du premier avertissement écrit qu'il a opéré conformément à l'article 12."

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	22-12-2009	2009-11215
REGISTRATIE	24-12-2009	96640
KONINKLUK BESLUÏT	<input type="text"/>	
BELGSSCH STAATSBLAD	<input type="text"/>	

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 SEXIES

Zitting van dinsdag 15 december 2009

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VER-
VANGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77
VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL
VAN TIJDSKREDIET, LOOPBAANVERMINDERING EN VER-
MINDERING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES TOT
EEN HALFTIJDSE BETREKKING

2.359-1
2.377-1

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 SEXIES VAN 15 DECEMBER 2009
TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 BIS
VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI 2001 TOT
INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDE-
RING VAN DE ARBEIDSPRESTATIES
TOT EEN HALFTIJDSE
BETREKKING**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

cao nr. 77 sexies

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 töt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 töt invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties töt een halftijdse betrekking;

Gelet op de adviesaanvraag van de minister van Werk van 27 november 2008;

Gelet op advies nr. 1.689 dat de Nationale Arbeidsraad hierover op 20 mei 2009 heeft uitgebracht;

Overwegende dat de ondertekende partijen, vanuit de optiek van reïntegratie van langdurig zieken op de arbeidsmarkt, werknemers die langdurig ziek zijn geweest voor zover de arbeidsorganisatie het toelaat en werknemers die zich in een stelsel van progressieve werkhervatting bevinden, toegang wil verlenen töt het stelsel van loopbaanvermindering;

Overwegende dat het geboden is hiervoor de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis aan te passen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België

cao nr. 77 sexies

- het Algemeen Belgisch Vakverbond

- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 15 december 2009 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

Artikel 11, § 2, 3° van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 töt vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 töt invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties töt een halftijdse betrekking, wordt als volgt aangevuld:

"In geval de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst zoals bedoeld in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten de in artikel 11, § 2, 3°, 1^{ste} en 2^{de} lid bedoelde termijn overschrijden, worden evenmin voor de berekening van de 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2° en 10, § 1, in aanmerking genomen:

- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bedoeld in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon, voor zover de werkgever één maand na de aanvraag als bedoeld in artikel 12 geen schriftelijke bezwaren heeft gemaakt om reden van organisatorische behoeften.

- de perioden van progressieve werkhervatting in het kader van artikel 100, § 2 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen van 14 juli 1994 evenals de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst als bedoeld in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten die eraan voorafgaan, die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon.

Artikel 2

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2010.

Zij is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan op verzoek van de meest gereede ondertekenende partij herzien of opgezegd worden, met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden.

Gedaan te Brussel, op vijftien december tweeduizend en negen.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat de overeenkomst door de Koning algemeen verbindend zou worden verkiaard.

**WIJZIGING VAN DE COMMENTAAR VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREEN-
KOMST NR. 77 BIS VAN 19 DECEMBER 2001 TOT VERVANGING VAN DE
COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 77 VAN 14 FEBRUARI
2001 TOT INVOERING VAN EEN STELSEL VAN TIJDSKREDIET,
LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING VAN
DE ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN
HALFTIJDSE BETREKKING**

Op 15 december 2009 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werknemers- en werkgeversorganisaties de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 sexies gesloten t t wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 t t vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 van 14 februari 2001 t t invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties t t een halftijdse betrekking.

De werknemers- en werkgeversvertegenwoordigers hebben het nuttig geacht de commentaar van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te vervangen:

Met betrekking t t artikel 11

De commentaar bij artikel 11 wordt als volgt vervangen:

"Paragraaf 1 van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2  en 10,   1, de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomst die worden gelijkgesteld met een tewerkstelling en dus in deze berekening worden meegeteld.

Paragraaf 2 1^{ste}, 2^{de} en 3^{de} lid van deze bepaling regelt eveneens voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden, als bedoeld in de artikelen 3, 7, 2  en 10,   1, de perioden van schorsing die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld. Met andere woorden, deze perioden van schorsing of vermindering van de arbeidsprestaties verlengen voor dezelfde duur de période die in aanmerking wordt genomen om te bepalen of de werknemer recht heeft op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties t t een halftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3,6 en 9. Hetzelfde geldt voor werknemers die na een langdurige ziekteperiode of na een progressieve werkhervatting wensen over te stappen naar een stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

cao nr. 77 sexies

Deze perioden zijn:

- de perioden tijdens dewelke de werknemer gebruik heeft gemaakt van:
 - het recht op palliatief verlof;
 - het recht op verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid;
 - het recht op ouderschapsverlof;

- de perioden van schorsing van de arbeidsovereenkomsten die het gevolg zijn van verlof zonder wedde en staking en lock out.

- de perioden die overeenstemmen met de perioden van schorsing als bepaald in artikel 31 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (ziekte en ongeval), maar ten belope van 5 maanden die niet gedekt zijn door het gewaarborgd loon.

Die période wordt verlengd met 6 maanden in geval van tijdelijke volledige arbeidsongeschiktheid tengevolge van een arbeidsongeval of beroepsziekte.

In geval de werknemer langer dan 6 maanden afwezig is wegens ziekte, wordt de période als bepaald in voornoemd artikel 31 van de Arbeidsovereenkomstenwet volledig geneutraliseerd voor zover de werkgever geen schriftelijke bezwaren heeft gemaakt om reden van organisatorische behoeften één maand na de aanvraag van het tijds-krediet of de loopbaanvermindering, als bedoeld in artikel 3, 6 en 9.

De période van progressieve werkhervatting in het kader van artikel 100, § 2 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen van 14 juli 1994 evenals de ziekteperiode die eraan voorafgaat, wordt eveneens volledig geneutraliseerd.

Hiermee wordt vanuit een optiek van reïntegratie van langdurig zieken op de arbeidsmarkt de kans geboden aan werknemers die langer dan zes maanden ziek zijn om hun werk gedeeltelijk te hervatten, voor zover de arbeidsorganisatie dit toelaat.

Daarnaast wordt aan werknemers die zich reeds in een stelsel van progressieve werkhervatting bevinden, de mogelijkheid geboden om hun deeltijds régime verder te zetten in het kader van een stelsel van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Het is de bedoeling dat personen die het werk geleidelijk deeltijds hebben hervat na een zware ziekte, zoals kanker, niet worden benadeeld.

Paragraaf 2, 4^{de} lid van deze bepaling regelt voor de berekening van de voorwaarde van tewerkstelling van 12 maanden als bedoeld in de artikelen 3, § 1, 2°, 7, 2° en 10, § 1, de perioden van voltijds tijdskrediet of haiftijdse loopbaanvermindering die geneutraliseerd worden en die dus in deze berekening niet worden meegeteld.

Doordat die périodes worden geneutraliseerd, kunnen werknemers in voltijds of halftijds tijdskrediet, zowel beneden als boven de 50 jaar, overstappen naar een halftijds of een 1/5^{de} loopbaanvermindering, in onderling akkoord met hun werkgever.

Paragraaf 3 van deze bepaling heeft betrekking op de verzoeken om verlenging van de uitoefening van één van de rechten als bedoeld in deze overeenkomst alsook op de vraag wanneer de werknemer moet voldoen aan de gestelde voorwaarde van tewerkstelling. Bij een geneutraliseerde période moet de betrokken werknemer voldoen aan de voorwaarden die gelden voor het betrokken stelsel op het ogenblik van de initiële aanvraag van de eerste van opeenvolgende perioden van tijdskrediet of loopbaanvermindering.

Zo is bepaald dat, wanneer de werknemer het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een haiftijdse betrekking, als bedoeld in de artikelen 3, 6 en 9, uitoefent en deze uitoefening wenst te verlengen of wenst over te stappen naar een ander stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tót een haiftijdse betrekking, het ogenblik waarop wordt nagegaan of de werknemer de gestelde voorwaarden vervult, het ogenblik is van de eerste schriftelijke kennisgeving als verricht overeenkomstig artikel 12.
